Qu'on me permette de dire ici que je trouve le ministère des Affaires des anciens combattants un peu différent de la plupart des autres ministères de l'État. La grande majorité des hauts fonctionnaires font preuve d'un certain sens d'humanité qui fait parfois défaut dans un ministère comme celui du Revenu national, par exemple. On s'aperçoit que ces hauts fonctionnaires s'intéressent aux êtres humains. Je sais par expérience que, lorsque des surintendants ou administrateurs régionaux constatent l'existence de certaines conditions, ils proposent de légères modifications au règlement, en vue d'améliorer l'application de la loi et de mieux répondre aux besoins des ex-militaires.

Voilà, à mon avis, un esprit dont s'inspire magnifiquement le ministère des Affaires des anciens combattants et je crois que d'autres membres de l'ancien comité spécial m'appuieront à cet égard. Il est absolument certain que des modifications dont il est ici question ont été préconisées par des membres du comité des affaires des anciens combattants au cours de ses diverses séances; toutefois, je sais également que le Gouvernement a finalement été convaincu qu'il importait d'agir à cet égard à la suite de ce qui s'était passé et des propositions des hauts fonctionnaires sur place qui, de jour en jour, sont en relations avec les ex-militaires en cause. Je le répète, nous sommes très heureux qu'on améliore la loi relative aux anciens combattants et nous avons hâte de prendre connaissance de la teneur du projet de loi.

M. Quelch: Les membres de notre groupe sont également heureux d'appuyer le projet de résolution. De même que le député de Royal, nous aurions voulu voir déférer le bill au comité des affaires des anciens combattants, car la résolution suscite beaucoup de questions qu'aurait pu étudier ce comité et qui ne seront pas traitées à la Chambre. Nous sommes heureux que le délai prévu pour les crédits de réadaptation ait été prolongé de cinq ans et aussi de constater qu'on s'occupe également des orphelins. Je me demande si le ministre pourrait nous dire ce qui en est des veuves des anciens combattants qui ont formulé des demandes en vue d'obtenir des crédits de réadaptation? Beaucoup de veuves en ont-elles tiré parti et ont-elles pu, dans la plupart des cas, recevoir ces crédits? En d'autres termes, ont-elles été en mesure de convaincre le ministère qu'elles souhaitaient utiliser ces montants pour le genre d'entreprise auquel ils sont destinés?

Nous sommes également heureux de voir que le délai prévu pour les demandes d'assurances de la part des anciens combattants fait l'objet de la loi. Le ministère a-t-il pris

des dispositions pour s'occuper d'une plainte formulée par la Légion lors de la présentation de son mémoire l'année dernière? On se rappellera que la Légion a signalé que lorsqu'un pensionné visé par la loi sur les assurances meurt, le montant d'assurance payé à la veuve est réduit du fait qu'elle reçoit une pension. Cela ne paraît pas juste; car, si l'intéressé possédait une police en vertu d'un autre régime d'assurance, celle-ci ne serait pas diminuée. Pourquoi réduire l'assurance simplement parce qu'il adhère au régime d'assurance destiné aux anciens combattants? Si la chose était généralement connue, j'imagine qu'elle découragerait beaucoup d'ex-militaires de s'assurer aux termes de cette loi, car le revenu de sa veuve en sera assurément réduit. Naturellement, le pensionné ferait beaucoup mieux de s'assurer en vertu d'un autre régime, à moins que l'écart entre les deux ne soit pas assez prononcé pour en valoir la peine. Le ministre pourrait peut-être nous dire de quel montant l'assurance est réduite du fait que le pensionné est assuré aux termes de la loi?

L'hon. M. Lapointe: Lorsque nous étudierons le bill en comité, je serai très heureux de chercher à fournir les renseignements que demande l'honorable député.

M. Knowles: Puis-je poser au ministre une question sur la forme du projet de loi? Est-il, quant à la forme, semblable à celui que nous avons étudié hier? S'agit-il d'un bill qui modifie deux lois différentes?

L'hon. M. Lapointe: Non, il n'y a qu'une loi. Le bill modifie les articles de la loi sur les indemnités de service de guerre.

M. Knowles: Qu'en est-il de l'allusion à la loi sur l'assurance des anciens combattants?

L'hon. M. Lapointe: Non, la loi sur les indemnités de service de guerre prévoit, entre autres choses, la fin à laquelle on peut employer le crédit de réadaptation. Une des fins à laquelle peut servir le crédit est l'achat d'assurance aux termes de la loi sur l'assurance des anciens combattants. C'est la loi sur les indemnités de service de guerre qui est modifiée.

M. Green: L'honorable député de Royal a parlé de mieux faire savoir qu'il reste encore plusieurs millions de dollars dans cette caisse de réadaptation. Le ministre pourrait-il nous dire si son ministère a pris quelques mesures en vue de communiquer ce renseignement aux anciens combattants?

L'hon. M. Lapointe: Oui, on a pris des mesures. On a communiqué personnellement avec certains anciens combattants, et l'on a fait connaître la chose. Il n'y a que quelques